

Discours prononcé par Harold Wilson devant la Chambre des Communes (19 juillet 1965)

Légende: S'adressant, le 19 juillet 1965, à la Chambre des Communes, Harold Wilson, Premier ministre britannique, espère un règlement rapide de la crise interne que traverse la Communauté européenne et réaffirme l'importance d'une unité politique de l'Europe.

Source: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1965. Mars 1966. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_prononce_par_harold_wilson_devant_la_chambre_des_communes_19_juillet_1965-fr-0336c032-72d1-4591-8eb2-7e7e18e9f6ca.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2012

Discours prononcé par Harold Wilson devant la Chambre des Communes (19 juillet 1965)

[...]

Mais il est un autre aspect des affaires européennes que je dois mentionner, les tensions qui se sont récemment manifestées au sein de la Communauté Economique Européenne. Je pense que nous pouvons tous être d'accord sur le point suivant : personne en Grande-Bretagne, et certainement personne au sein du gouvernement, ne peut trouver dans la situation qui s'est créée au sein de la C.E.E. au cours des deux ou trois dernières semaines, de motifs de satisfaction. Nous avons eu, dans cette enceinte, de nombreuses discussions sur la question de savoir si la Grande-Bretagne devait ou non adhérer à la C.E.E. - ou plus précisément, sur les conditions auxquelles notre pays pouvait adhérer à la C.E.E. - mais, quels que soient nos désaccords, et il y a eu désaccord au sein des partis tout autant qu'entre les partis, nous reconnaissons tous, je crois, que le succès de la Communauté elle-même est d'une importance vitale pour les pays intéressés et pour l'Europe dans son ensemble.

J'ai eu dans le passé l'occasion de citer la déclaration du parti travailliste, approuvée à une majorité écrasante lors du Congrès de Brighton. Je crois qu'il convient aujourd'hui, dans la situation actuelle, de rappeler à la Chambre les premiers mots de cette déclaration, car ils expriment aujourd'hui les vues du gouvernement de Sa Majesté aussi parfaitement qu'ils exprimaient celles de notre parti en 1962. La déclaration commençait en ces termes :

« Le parti travailliste considère la Communauté européenne comme un projet remarquable et audacieux. Il estime que le rapprochement de six nations que la guerre et les rivalités économiques ont si souvent déchirées dans le passé, représente, dans le contexte de l'Europe occidentale, un événement d'une grande importance. Il n'ignore pas que l'influence de cette nouvelle communauté sur le monde se développera et qu'elle sera en mesure - que ce soit en bien ou en mal - d'exercer une action beaucoup plus marquée, sur le cours des événements dans les années 60 et 70, que les divers pays participants pris individuellement. »

Nos discussions ne portaient pas sur la question de savoir si nous souhaitions ou non le succès de la Communauté, mais si la Grande-Bretagne pouvait ou non y adhérer aux conditions précises qui nous étaient offertes sans compromettre, fatalement peut-être, nos intérêts nationaux essentiels et ceux du Commonwealth. Ces discussions reprendront peut-être, mais, en tout cas, le fait qu'elles aient porté sur les conditions auxquelles la Grande-Bretagne pourrait adhérer ne devrait diminuer en rien notre ferme espoir que l'Europe surmontera les difficultés actuelles à des conditions acceptables pour les pays membres. Il ne nous appartient pas de prendre parti ou d'exprimer des opinions, et moins encore de profiter de la sérieuse difficulté qui a surgi pour présenter un projet particulier ou une doctrine particulière concernant l'union européenne ou la participation britannique. J'espère que personne ne dira : « Eh bien, puisque cinq d'entre eux pensent ceci et que l'autre pense cela, nous pouvons profiter de cette division entre les Cinq et le sixième ». J'espère que personne ne dira qu'on a affirmé que la supranationalité était inacceptable. Cela s'accorde avec notre doctrine, qui est celle de la plupart d'entre nous, et qui s'oppose à une solution supranationale des problèmes politiques et de défense. Je crois qu'il sera plus utile que nous ne tentions pas de prendre parti, mais que nous utilisions l'influence dont nous disposons pour faire en sorte que nos amis européens règlent ce problème entre eux à des conditions acceptables pour eux, car, ce faisant, ils ne s'aideront pas seulement eux-mêmes, mais ils serviront la paix en Europe.

Notre position reste, en outre, la suivante : il convient, dès que possible, de trouver les moyens d'engager le dialogue entre les pays de l'A.E.L.E. et du Marché commun en vue de réduire et finalement d'annuler le préjudice économique et politique résultant d'une division très coûteuse et fort peu économique de l'Europe.

Il n'est pas question, dans l'immédiat, que l'on nous demande d'adhérer, ou que nous puissions adhérer au Marché commun, et il n'est pas nécessaire, de ce fait, que nous discutons aujourd'hui des conditions

d'adhésion. Mais nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'établir un marché unique pour l'ensemble de l'Europe, couvrant d'abord les pays des Six et l'A.E.L.E., et susceptible, à mesure que les réalités politiques le permettront, d'établir des relations économiques plus étroites entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. De même, nous désirons vivement participer pleinement au progrès de l'unité politique de l'Europe sur la base d'une coopération intergouvernementale croissante et plus étroite. L'honorable parlementaire a insisté à maintes reprises - en vérité nous l'avons tous fait - sur la nécessité pour la Grande-Bretagne de se trouver aux premières places dans toutes les discussions politiques de cet ordre.

[...]